

Le sommet du G20 de Pittsburgh: Une énième occasion avortée de réformer enfin la finance internationale ?

Stéphane Balthazar, Economiste (FAR)

Ces 24 et 25 septembre 2009, alors qu'a débuté la veille la très attendue 64^{ème} Assemblée générale des Nations Unies à New-York, les dirigeants des 20 pays les plus industrialisés de la planète se réunissent à Pittsburgh (en Pennsylvanie, Etats-Unis) pour tâcher de poser enfin les fondements d'un système économique et financier international « nouveau » plus transparent, plus stable et...on peut toujours rêver...surtout plus éthique. Et coordonner leurs efforts afin de juguler les effets de la pire crise économique et financière que le monde ait connu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.



Le G20 tentera de poser les fondements d'un nouveau système économique et financier.

Cette refonte en profondeur est d'autant plus indispensable que de nombreux poids-lourds du secteur bancaire et financier font mine aujourd'hui d'ignorer le désordre économique et social dont ils sont responsables. Et oublient quelque peu qu'ils doivent leur survie à l'argent du contribuable ! En attendant, les finances publiques de la plupart des Etats continuent de se détériorer - en raison surtout des montants colossaux que les gouvernements et banques centrales ont injectés ces douze derniers mois pour soutenir leur économie nationale et un secteur financier aux abois -, de nombreuses entreprises peinent à trouver les capitaux nécessaires pour investir et donc se développer (voire simplement pour subsister, en attendant que la crise passe) et, comme toujours, en bout de chaîne, c'est le bien-être des travailleurs et de leur famille qui en pâtit, en raison des dizaines de millions d'emplois détruits depuis le déclenchement de la crise - à la fin de l'été 2008 - lorsque la grande banque newyorkaise Lehman Brothers a été déclarée en faillite.

Frappés tour à tour, certes à des degrés divers, par ce qui allait devenir la pire crise socio-économique et financière internationale depuis les années 1930-1940, les pays du Groupe des 20¹ réunis à Washington - il y a tout juste un an - avaient formulé un certain nombre de solutions (ou pistes de solutions à mettre en œuvre) pour empêcher la résurgence de pareils cataclysmes à l'avenir. Six mois plus tard (avril 2009), leurs chefs d'Etat et de Gouvernement s'étaient

donné rendez-vous à Londres - la deuxième place financière la plus importante du monde, après Wall-Street (New-York) - afin de dresser l'inventaire plus ou moins précis des chantiers prioritaires à entamer pour ce faire.

Cette refonte en profondeur est d'autant plus indispensable que de nombreux poids-lourds du secteur bancaire et financier font mine aujourd'hui d'ignorer le désordre économique et social dont ils sont responsables.

Lors de la réunion du G20 à Londres, les dirigeants des différents pays ont pris alors plusieurs engagements de coopération renforcée visant à relancer l'économie mondiale et à réformer les grandes institutions internationales (comme le Fonds monétaire international² - le FMI - et la Banque mondiale dont les moyens ont été accrus de quelque...1.000 milliards de dollars). Et convenir d'emblée des moyens concrets pour lever rapidement le voile d'opacité qui caractérise tout particulièrement les paradis fiscaux : un chantier prépondérant. Le vent de la réglementation a alors gagné en intensité ; il a d'abord soufflé sur la Suisse³ et sur les centres financiers fiscalement attractifs⁴, en particulier en Europe (Liechtenstein, Monte-Carlo, etc.), ensuite dans les Caraïbes (dans une bien moindre mesure), où certains de ces micro-Etats ont accepté de conclure

...

des accords bilatéraux d'échange d'informations fiscales. Cela, surtout afin de quitter la fameuse liste noire des centres financiers réputés non-coopératifs en la matière par la très libérale Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). Mais seul un accord multilatéral ambitieux particulièrement contraignant pourrait apporter plus de transparence à leurs activités, et contribuer à lever un peu plus le secret bancaire qui les caractérise et assure leur prospérité.

A l'aube du sommet de Pittsburgh où il sera discuté aussi des questions climatiques (en mode mineur cependant) en guise de préparation de la Conférence des Nations Unies sur le Climat qui se tiendra à Copenhague en décembre 2009 - et qui doit fixer de nouveaux objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre -, comme à chaque fois que se réunit ce genre de grand-messe pour se pencher sur l'avenir de la planète (climatique, économique ou sur les terrains politique et diplomatique), c'est toujours la même interrogation qui revient : qu'en sortira-t-il⁵ de concret ? Et quand les premières mesures qui y seront adoptées « en grande pompe » entreront-elles en vigueur ? Il est d'autant plus crucial de répondre utilement et rapidement à ces deux interrogations que les restructurations et faillites d'entreprises sont toujours plus nombreuses et, ce faisant, les pertes d'emplois. Surtout qu'en l'état, rien n'augure d'une reprise économique auto-entretenu⁶.

Paradis fiscaux : seul un accord multilatéral ambitieux particulièrement contraignant pourrait apporter plus de transparence aux activités financières et contribuer à lever un peu plus le secret bancaire.

Crise économique et financière mondiale : les chantiers prioritaires pour en sortir au menu du G20

Depuis la rencontre d'avril 2009 (Londres), les dirigeants du G20 - singulièrement les ministres des finances et les responsables des banques centrales - se sont réunis à diverses reprises afin de préparer au mieux le terrain des chefs d'Etat et de Gouvernement du Groupe des 20 dans la perspective du dernier grand rendez-vous du genre de l'année 2009 programmé aux Etats-Unis ; le pays qui a vu naître et qui a contribué à propager le fléau ayant contaminé l'ensemble de la finance et de l'économie mondiale.

Malgré plusieurs divergences significatives, tout particulièrement entre les Européens et les Américains, les membres du G20 sont parvenus à s'accorder sur les quelques grands points fondamentaux suivants qui seront au cœur même des débats et enjeux de la réunion de Pittsburgh. D'une part, la réforme et l'harmonisation internationale des normes comptables qui devront s'appliquer demain aux institutions bancaires et financières. D'autre part, le relèvement du niveau minimum de fonds propres de ces dernières, soit une mesure qui devrait pouvoir contribuer à limiter leurs niveau et capacité d'endettement (donc également leur degré d'exposition global aux risques). Ou encore, l'encadrement des modes de rémunérations (surtout les bonus) appliqués dans les hautes sphères financières internationales.

Néanmoins, selon de nombreux observateurs aguerris, il ne faudra pas s'attendre à ce que les premières mesures adoptées en Pennsylvanie à la fin de ce mois de septembre entrent en application avant l'horizon 2011 ou même plus tard ! Toutefois, force est de constater que depuis quelques mois, faut-il s'en réjouir, des mesures insuffisantes certes, mais bien nécessaires, sont prises ou en

préparation à l'échelon international. Comme les propositions formulées par le groupe de travail présidé par Jacques de Larosière, ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI), qui visent à créer et/ou moderniser plusieurs organes de contrôle ou de régulation des pratiques et marchés financiers en Europe (Comité européen du risque systémique - le CERS -, Autorité européenne des marchés financiers, Autorité bancaire européenne ainsi que celle des assurances et pensions professionnelles). Faire preuve de bonne volonté et de cohésion en Europe ne suffira pas. C'est à l'échelle globale, mondiale, qu'il convient dès à présent de réformer le fonctionnement des systèmes économique et financier.

Il ne faudra pas s'attendre à ce que les premières mesures adoptées entrent en application avant l'horizon 2011.

En ce qui concerne le chantier sur la comptabilité applicable au secteur financier (et son harmonisation à l'échelon international), que le Bureau du Comité des normes comptables internationales (IASB) voudrait achever pour la fin de l'année, les divergences quant aux solutions à prodiguer sont tellement profondes aujourd'hui entre Américains et Européens (une fois de plus, oserait-on dire) que, à l'entame du sommet, la plupart des experts ne s'attendent déjà plus à des avancées significatives sur ce terrain. Ce chantier est pourtant crucial car il porte directement au règlement du problème des fameux actifs toxiques qui ont contaminé le patrimoine de la plupart des grands établissements financiers internationaux. Des avoirs toxiques qui ont poussé les Gouvernements à intervenir massivement afin de leur éviter la faillite ; du moins lorsque ce n'était pas déjà trop tard pour certains d'entre eux (Lehman Brothers, Washington Mutual, Fannie Mae, Freddie Mac, etc.).

...

Le deuxième chantier fondamental de réformes à opérer, inscrit à l'ordre du jour de la réunion de Pittsburgh par les Etats-Unis - et sur lequel l'ensemble des Etats membres du G20 semble d'accord aujourd'hui -, a trait à la nécessité d'exiger le relèvement, donc le renforcement, du niveau minimum de capitaux propres des opérateurs financiers (banques, fonds d'investissements, organismes de crédit et de courtage, etc.). Notons qu'à Londres, les « grands » de ce monde étaient parvenus à s'entendre sur le principe de contraindre les banques et autres fonds d'investissements spéculatifs à l'avenir de provisionner (mettre en réserves) une part plus élevée qu'auparavant de leurs profits afin de constituer un matelas de sécurité plus conséquent en cas de coups durs, ou suite à des opérations trop risquées. Il s'agit également d'éviter de s'en remettre une fois de plus aux pouvoirs publics - et donc aux contribuables - pour les sauver in extremis de la banqueroute lorsqu'ils ont pris des risques démesurés sur les marchés financiers. Reste à s'entendre sur les moyens d'y procéder. Et là, une fois encore, Américains et Européens privilégient des solutions différentes.

Par ailleurs, confrontés à la pression croissante de leurs opinions publiques, les responsables du G20 n'auront probablement pas d'autre choix que de revenir de Pittsburgh avec des garanties qu'ils sont parvenus à encadrer plus sévèrement les modes de rémunérations (surtout les bonus) pratiqués au sein du secteur financier international. Cette question constitue manifestement une pierre angulaire des débats du sommet !

Les représentants de l'Union européenne sont allés en Pennsylvanie avec la ferme intention - en façade, à tout le moins - d'instaurer pour l'avenir des systèmes garantissant une distribution étalée (et plus raisonnable) des rémunérations dans le temps, et qui n'encouragent pas la prise de risques excessifs, comme cela a été le cas jusqu'ici.

Mais ce scénario ne semble guère convenir aux Etats-Unis, qui sont opposés a priori à toute forme de limitation stricte des rémunérations (variables) du secteur financier (ni dans d'autres secteurs d'ailleurs).

La question des bonus accordés aux dirigeants et traders et de leurs limites n'est que la partie visible de l'iceberg.

Mais si une position commune devait émerger des débats à Pittsburgh, il pourrait s'agir, par exemple, d'un dispositif qui contraindrait les établissements financiers à accorder des bonus sur la base exclusive du chiffre d'affaires réalisé par l'institution sur le long terme⁷ et en fonction du niveau de ses fonds propres. Ainsi, ce genre de dispositif permettrait d'une part, de ne plus lier le niveau des bonus et autres rémunérations (variables) de certains à la prise de risque excessive en tant que telle et, d'autre part, d'en interdire la distribution lorsque les résultats de l'institution financière pour laquelle ils travaillent sont mauvais ou inquiétants. Le temps des bonus garantis serait dès lors enfin révolu !

Néanmoins, la question des bonus accordés aux dirigeants et traders et de leurs limites n'est que la partie visible de l'iceberg. Aussi, il est indispensable que les « grands » de ce monde aillent bien plus loin, tant il apparaît évident que les principaux intéressés par ces tentatives de réformes, les financiers, ne changeront leurs comportements irresponsables que sous la contrainte et la sanction. Les limites fixées sur les bonus sont nécessaires et importantes, y compris pour la portée symbolique de ce genre de mesures. Cependant, s'attaquer à la spéculation énergiquement serait bien plus efficace : ce pourrait être le cas en instaurant notamment - enfin - une taxe sur les transactions financières spéculatives opérées sur le court terme, s'inspirant du principe de la *taxe Tobin* qui n'a jamais eu autant de

succès auprès des hauts dirigeants en presque quarante ans, surtout dans le camp européen. Si le concept et le principe d'une telle taxe seront abordés en Pennsylvanie, il y a peu de chances cependant qu'ils y soient adoptés formellement pour autant. Car une taxe Tobin n'a de sens que si tous les Etats coopèrent et daignent l'adopter. Or, en la matière, on est loin d'obtenir aujourd'hui l'unanimité requise pour ce faire.

Et la nécessité de transformer en profondeur l'architecture économique et financière mondiale actuelle est d'autant plus grande que la plupart des banques tentent aujourd'hui d'occulter le chaos social, économique et industriel dont elles sont responsables. On constate effectivement depuis plusieurs semaines, maintenant qu'elles renouent avec les bénéfices alors qu'elles étaient à un fil du dépôt de bilan il y a quelques mois seulement, que plusieurs grandes institutions bancaires et de crédit se hâtent de rembourser les aides publiques sans précédent reçues au cours des derniers mois (surtout aux Etats-Unis). Cela, avec le double objectif de se défaire de la tutelle publique qui résulte de ces interventions - pour mieux recommencer à s'adonner aux pratiques irresponsables « d'antan » - , et provisionner une partie des profits engrangés ces quelques dernières semaines afin d'une part de rassurer les marchés boursiers (et donc les investisseurs) quant à leurs état de santé et rentabilité et, d'autre part, de rémunérer à nouveau grassement, honteusement, certains traders et leurs hauts-dirigeants. Notons que dans la perspective de ce très attendu sommet de Pittsburgh, le puissant lobby des banques n'a pas ménagé ses efforts pour faire capoter toute tentative de réglementation ambitieuse du secteur.

Le temps venu d'une nouvelle architecture du système économique globale

Comme presque toutes les autres crises contemporaines (climatique et environnementale notamment), la crise actuelle rencontrée sur les marchés financiers est manifestement celle d'un système qui s'est toujours plus internationalisé et complexifié, sans pour autant avoir été régulé en conséquence. La sortie de crise qui est à l'ordre du jour du sommet du G20, et qui se clôture ce vendredi 25 septembre, doit donc passer inévitablement par une réorganisation mondiale rigoureuse de la finance, et non par des consensus mous qui permettront rapidement aux inconscients d'hier de le rester demain. Par ailleurs, à une crise globale doit correspondre impérativement un désir de coopération réelle et des solutions globales.

La crise actuelle rencontrée sur les marchés financiers est manifestement celle d'un système qui s'est toujours plus internationalisé et complexifié, sans pour autant avoir été régulé en conséquence.

Des mesures vigoureuses de corrections des pratiques financières actuelles (surtout en matière de rémunérations, d'éthique et de transparence, de contrôle et de limitation stricte des risques encourus, ainsi qu'en terme de levée du secret bancaire) de même que l'imposition faite aux banques d'accroître leur solidité en augmentant leurs fonds propres, semblent d'autant plus indispensables que depuis le début des années 1970 - d'une crise à l'autre -, tout le monde en convient, la libéralisation financière a pleinement démontré son incapacité à s'autoréguler, et fait planer des doutes toujours plus profonds sur l'avenir et le bien-être des sociétés humaines.

Une seule certitude, toutefois : c'est quand le pouvoir politique intervient - souvent sous la pression populaire - et fait preuve d'un peu de courage, pour encadrer davantage le secteur financier et rétablir plus d'éthique au sein des marchés, que ceux-ci connaissent le moins d'abus et de dysfonctionnements. Néanmoins, si tout le monde s'accorde aujourd'hui sur le fait qu'il convient de trouver d'urgence de nouveaux moyens efficaces et coordonnés d'éviter toute nouvelle crise financière, jusqu'à présent, malgré les progrès réalisés depuis le sommet de Londres (contrôle multilatéral accru des paradis fiscaux, refinancement et réforme des modes d'intervention du FMI), personne ne s'attend effectivement à des résultats très concrets et globaux dans les tous prochains mois. D'autant que l'on voit resurgir depuis quelques mois, comme à chaque fois qu'éclate une crise économique internationale, le spectre du protectionnisme économique et commercial, du repli sur soi, dans le chef des Etats frappés par le recul du niveau des investissements, la baisse soutenue des exportations, la hausse vertigineuse du nombre de restructurations et faillites d'entreprises et donc, inévitablement... une hausse inquiétante du chômage.

Le G20 de Pittsburgh permettra-t-il enfin de contredire ce pronostic, si souvent constaté après la tenue de tels « grands événements » ? Car, aujourd'hui, derrière la rhétorique de certains chefs d'Etats et de Gouvernement, d'importantes divergences semblent subsister entre plusieurs poids-lourds du Groupe des 20. Notamment en ce qui concerne le renforcement des contrôles à exercer sur les activités des fonds spéculatifs (*hedge funds*) : un sujet qui divise profondément pays anglo-saxons et Union européenne (hors Royaume-Uni et Irlande, car la plupart des *hedge funds* qui opèrent sur le « Vieux continent » y ont établi leurs quartiers généraux)⁸. Ou encore en matière de rémunérations (variables) de certaines catégories d'acteurs

financiers que les Etats-Unis se refusent en l'état d'en limiter les montants.

Quand le pouvoir politique intervient pour encadrer davantage le secteur financier, celui-ci connaît moins d'abus et de dysfonctionnements.

Dès lors, s'ils le souhaitent, parce qu'ils se sont longuement concertés et réunis autour de la table depuis le sommet de Londres, et qu'ils semblent être sur la même longueur d'onde au moins sur le principal (rémunérations variables des hauts dirigeants du secteur financier et traders, contrôle accru des paradis fiscaux, réforme et harmonisation des normes comptables internationales, renforcement du niveau des fonds propres des établissements bancaires et financiers, taxe Tobin), les Européens peuvent jouer à Pittsburgh un rôle prépondérant et permettre des avancées ambitieuses. Parce que l'Union européenne c'est aujourd'hui une population de 500 millions de personnes, qui représentent plus de 22 % de la production économique mondiale totale. Bref, le premier acteur économique du monde⁹ !

Mais plus que jamais, il leur faudra rester unis et cohérents, et convaincre surtout les Etats-Unis, par l'entremise de son président Barack Obama, pour qui ce sera le second grand rendez-vous majeur international au cours de la même semaine (juste après son intervention très attendue à l'Assemblée générale de l'ONU), de faire preuve d'une détermination sans précédent face à ses nombreux détracteurs internes. Qu'il s'agisse des dizaines de millions d'opposants conservateurs à son projet de réforme du système US de couverture sociale et des soins de santé, ou des puissants lobbies financiers qui sont prêts à tout - surtout au pire - pour s'éviter de nouvelles règles contraignantes portant à leur business plantureux.

¹ Le Groupe des 20 (ou G20) est un forum économique créé en 1999 - en marge du G7 de Washington - au lendemain des nombreuses crises financières survenues durant les années 1990 (en Russie, Argentine, au Brésil, en Asie du sud-est, etc.). Il a pour vocation de favoriser la coopération internationale, en se basant sur le principe d'un dialogue élargi qui tient compte du poids économique croissant pris par une dizaine de pays industrialisés et émergents. Ensemble, ses 19 Etats membres (auxquels s'ajoute le représentant de l'Union européenne) « pèsent » deux tiers du commerce et de la population mondiale.

Outre les membres du G7 (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, France, Italie et Royaume-Uni) et l'Union européenne, le G20 est également constitué des pays suivants : Afrique du Sud, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Chine, Corée du Sud, Inde, Indonésie, Mexique, Russie et Turquie.

² Le sommet de Pittsburgh devra être également l'occasion d'augmenter l'influence et le pouvoir de décision des économies émergentes - surtout les pays « Bric » (Brésil, Russie, Inde, Chine) - au sein des instances du FMI. Car, en raison de leur poids et responsabilités toujours plus grands dans l'économie mondiale, le bon sens suppose de les y impliquer davantage, et leur faire jouer un rôle plus actif que maintenant dans la réforme du système financier international.

³ Jusqu'en août 2009, la grande banque suisse UBS était empêtrée dans une procédure judiciaire aux Etats-Unis, pour avoir aidé des contribuables américains fortunés à échapper aux impôts états-uniens, en ouvrant des comptes en Suisse. Déjà en très grande difficulté en raison de la crise financière, la banque helvète s'y est vue infliger des amendes colossales de plusieurs centaines de millions de dollars. Si bien que, acculée par le poids de ces énormes pénalités, UBS a accepté de livrer au fisc US les identités de plus de 4.000 contribuables américains...en échange de l'abandon des poursuites à son encontre par la justice américaine et l'effacement de l'ardoise de toutes les pénalités et amendes infligées jusque là. Avec cet accord, une brèche est désormais ouverte dans le sacro-saint secret bancaire suisse. Une première dans le genre !

⁴ Le Soir (22 septembre 2009).

⁵ L'Echo (21 septembre 2009).

⁶ CSI-TUAC-Global Unions, *Déclaration syndicale internationale de Pittsburgh 24-25 septembre 2009 : déclaration syndicale au sommet du G20 à Pittsburgh*, Septembre 2009.

⁷ LaLibre.be (23 septembre 2009).

⁸ Notons que l'Union européenne a adopté une directive en avril 2009, pour contrer la force de frappe des nombreux fonds spéculatifs opérant sur les marchés financiers européens. Cette directive prévoit désormais l'obligation pour les plus grands de ces fonds (au moins 100 millions d'euros de capitalisation) de se faire enregistrer auprès d'une haute autorité européenne constituée à cet effet. Par ailleurs, ils devraient être contraints de renforcer dorénavant leurs fonds propres par rapport à leur niveau d'endettement global ; cela, afin de diminuer significativement leur degré d'exposition aux risques inhérents aux investissements spéculatifs qu'ils opèrent, comme cela a été le cas jusqu'à présent. Justement parce que la plupart de ces fonds à hauts risques sont basés aux Royaume-Uni et aux Îles Caïman (dans les Caraïbes).

⁹ EurActiv.com, *Unité européenne avant Pittsburgh*, 18 septembre 2009.